

Accord de branche

**ENSEIGNEMENT AGRICOLE
(SECTEUR DES ÉTABLISSEMENTS CATHOLIQUES)**

ACCORD NATIONAL DU 7 JUIN 2007

RELATIF AUX ÉQUIVALENCES

NOR : AGRS0797151M

Entre :

La fédération familiale nationale pour l'enseignement agricole privé (FFNEAP) ;

L'union nationale de l'enseignement agricole privé (UNEAP),

D'une part, et

Le syndicat national des personnels de l'enseignement et de la formation privés (SNPEFP) CGT ;

La fédération formation et enseignement privés (FFEP) CFDT ;

Le syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC) CFTC ;

La fédération nationale des syndicats professionnels de l'enseignement libre catholique (SPELC) ;

Le syndicat national de l'enseignement privé (SYNEP) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord s'applique aux établissements catholiques d'enseignement agricole relevant de l'article L. 813-8 du code rural au sein desquels le travail de nuit est déjà un mode d'organisation du travail ainsi qu'aux établissements qui viendraient à le mettre en place.

Dans ces établissements, les activités de garde, de surveillance et de permanence sont caractérisées par la nécessité d'assurer la protection des personnes et des biens ainsi que la continuité des services.

La nature des activités des établissements, qui suppose des services d'internat, de surveillance, d'entretien, de maintenance, d'accueil, d'animation et de sécurité, conduit à ce que le travail de nuit soit un des modes d'organisation du travail indispensable. Le travail de nuit déjà mis en place dans les établissements, notamment ceux qui disposent d'un internat, devra prendre en compte les dispositions définies ci-après.

A ce titre, les durées maximales de travail sont appréciées :

- d'une part, au regard de la législation française, en tenant compte du rapport d'équivalence défini à l'article 1^{er} du présent accord ;
- d'autre part, au regard du droit communautaire, en temps de présence, sans application du rapport d'équivalence.

Le travail de nuit est défini en référence à la plage horaire fixée par l'article 2 de l'accord de branche sur le travail de nuit du 27 novembre 2002.

Article 1^{er}

Equivalence

Compte tenu des spécificités liées aux fonctions des personnels chargés de la surveillance nocturne des internats (qui disposent de chambres individuelles leur permettant de se reposer ou de dormir), il est convenu d'un horaire d'équivalence défini comme suit : 50 % du temps de la surveillance de nuit équivaut à du temps de travail effectif pour la détermination de la rémunération et l'application de la législation française sur la durée du travail.

La plage horaire de surveillance sur laquelle sont appliquées les équivalences s'entend de l'extinction des feux jusqu'au lever des élèves, dans la limite d'une amplitude de 8 heures. L'organisation précise de cette plage est fixée par l'établissement.

Pour l'appréciation de la qualité de travailleur de nuit, au sens de l'article 2 de l'accord de branche sur le travail de nuit du 27 novembre 2002, le temps de travail des salariés soumis au régime d'équivalences défini au présent article est décompté en appliquant le régime d'équivalence.

Article 2

Durée maximale quotidienne de travail

2.1. S'agissant du droit national

Pour les salariés exerçant un travail de nuit, la durée maximale quotidienne du travail de 8 heures est portée à 12 heures, pour tenir compte des spécificités liées aux activités de garde, de surveillance de personnes et des biens, afin d'assurer la continuité des services.

Pour l'appréciation de ce plafond, le régime d'équivalences défini à l'article 1^{er} du présent accord s'applique.

Chaque heure de dépassement au-delà des 8 heures donnera lieu à un repos d'une durée équivalente. Ce repos sera pris dans les plus brefs délais, à l'issue de la période travaillée.

2.2. S'agissant du droit communautaire

Eu égard aux activités de garde, de surveillance et de permanence caractérisées par la nécessité d'assurer la protection des personnes et des biens, la durée maximale quotidienne de travail applicable aux salariés exerçant un travail de nuit est portée à 15 heures, sur une période quelconque de 24 heures, ce plafond devant être apprécié heure pour heure.

Des périodes de repos d'une durée au moins équivalente au nombre d'heures qui sont effectuées au-delà de la 8^e heure de présence sont octroyées aux salariés concernés. Ce repos s'ajoute au repos hebdomadaire.

En aucun cas, ce repos compensateur ne peut se cumuler avec celui octroyé au titre du dépassement de la durée maximale prévue en droit national.

Article 3

Durées maximales hebdomadaires de travail

3.1. S'agissant du droit national

La durée maximale hebdomadaire s'appliquant aux salariés exerçant un travail de nuit est de :

- 48 heures appréciées sur une semaine ;
- 44 heures, appréciées sur une période de 12 semaines consécutives.

Pour l'appréciation de ces plafonds, le régime d'équivalences défini à l'article 1^{er} du présent accord s'applique.

3.2. S'agissant du droit communautaire

Le recours au régime d'équivalences défini à l'article 1^{er} du présent accord ne peut avoir pour effet de porter à plus de 48 heures la durée hebdomadaire moyenne de travail des salariés exerçant un travail de nuit, décomptées heure pour heure, sur une période quelconque de 4 mois consécutifs. Les périodes de congés payés et de maladie sont neutralisées.

Article 4

Temps de pause

Aucun salarié auquel est appliqué le régime d'équivalences prévu à l'article 1^{er} du présent accord ne peut accomplir un temps de travail, décompté heure pour heure, excédant 6 heures consécutives, sans bénéficier d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes, et ce dans les conditions prévues à l'article 3 de l'accord de branche sur le travail de nuit du 27 novembre 2002.

Article 5

Les présentes dispositions modifient l'accord de branche du 27 novembre 2002 sur le travail de nuit dans les établissements catholiques d'enseignement agricole relevant de l'article L. 813-8 du code rural, comme suit :

- l'article 2 est remplacé par : « Tout travail entre 22 heures et 7 heures est considéré comme travail de nuit.

Est considéré comme travailleur de nuit toute personne qui :

Soit accomplit, au moins 2 jours par semaine, selon son horaire habituel, au moins 3 heures de temps de travail quotidien effectif entre 22 heures et 7 heures.

Soit accompli au cours d'une période annuelle de référence fixée du 1^{er} septembre au 31 août, au moins 330 heures de travail effectif durant cette plage nocturne.

Le temps de travail effectif des personnels de la vie scolaire effectuant des surveillances de nuit est défini selon l'horaire d'équivalence fixé à l'article 1^{er} de l'accord de branche du 7 juin 2007 : 50 % du temps de la surveillance de nuit équivaut à du temps de travail effectif pour la détermination de la rémunération et l'application de la législation française sur la durée du travail.

La plage horaire de surveillance sur laquelle sont appliquées les équivalences s'entend de l'extinction des feux jusqu'au lever des élèves, dans la limite d'une amplitude de 8 heures. L'organisation précise de cette plage est fixée par l'établissement. »

- à l'article 3, le 2^e alinéa du paragraphe « Durée quotidienne » est remplacé par : « Toutefois, pour tenir compte des spécificités liées aux activités de surveillance des personnes et des biens et afin d'assurer la continuité des services, il peut être dérogé à la durée maximale quotidienne de travail de 8 heures pour la porter à 12 heures. »
- à l'article 3, le 2^e alinéa du paragraphe « Durée hebdomadaire » est remplacé par : « Toutefois, pour tenir compte des spécificités liées aux activités de surveillance des personnes et des biens et afin d'assurer la continuité des services, il peut être dérogé à cette durée maximale dans la limite de 44 heures. »
- l'article 4 est remplacé par : « Une contrepartie égale à 4 % du volume d'heures de travail de nuit rémunérées sera attribuée au travailleur de nuit tel que défini à l'article 2. Celle-ci sera attribuée obligatoirement sous la forme de repos compensateur. »

Les présentes dispositions modifient également l'accord de branche du 11 mars 1999 modifié sur l'aménagement, la réduction du temps de travail et la création d'emploi dans les établissements catholiques d'enseignement agricole relevant de l'article L. 813-8 du code rural, comme suit :

- la dernière ligne du 2^e alinéa de l'article 2 est modifiée comme suit : « assistants éducateurs : 1 418 heures » ;
- l'article 4 est remplacé par : « Compte tenu des spécificités liées aux fonctions des personnels chargés de la surveillance nocturne des internats (qui disposent de chambres individuelles leur permettant de se reposer ou de dormir), il est convenu d'un horaire d'équivalence défini comme suit : 50 % du temps de la surveillance de nuit équivaut à du temps de travail effectif pour la détermination de la rémunération et l'application de la législation française sur la durée du travail.
La plage horaire de surveillance sur laquelle sont appliquées les équivalences s'entend de l'extinction des feux jusqu'au lever des élèves, dans la limite d'une amplitude de 8 heures. L'organisation précise de cette plage est fixée par l'établissement. »
- à l'article 6, il est ajouté un 3^e alinéa au paragraphe relatif à la durée quotidienne du travail, libellé comme suit : « Cette durée est portée à 12 heures pour les salariés exerçant un travail de nuit. »

Article 6

Entrée en vigueur

Le présent accord s'applique dès publication du décret nécessaire à sa mise en œuvre.

Il ne peut être dérogé par accord d'entreprise aux dispositions du présent accord dans un sens moins favorable au salarié.

Article 7

Durée de l'accord. – Révision. – Dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Les parties signataires peuvent demander la révision de certains articles. Dans ce cas, toute demande de révision doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à tous les signataires de l'accord. Cette demande devra être accompagnée d'un projet de texte et examinée dans les 3 mois suivant la notification de cette demande.

Chacune des organisations signataires a la possibilité de dénoncer l'accord, avec un délai de préavis de 3 mois. La dénonciation devra être globale conformément à l'article L. 132-8 du code du travail. L'avis de dénonciation, adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à chacune des organisations signataires, devra être accompagné d'un projet de texte. Les négociations devront s'engager dans le délai de 2 mois à compter de la réception de l'avis de dénonciation.

Article 8

Commission paritaire nationale

La commission paritaire nationale, compétente pour l'application et l'interprétation du présent accord se réunit au moins une fois par an.

Elle est composée comme suit :

- 2 délégués par organisation syndicale signataire ou adhérente à la présente convention collective ;
- un nombre de délégués égal, représentant les organismes employeurs.

Elle est présidée alternativement, chaque année, par un délégué des employeurs et par un délégué des personnels.

Elle est saisie soit directement par les salariés ou les employeurs des établissements relevant du présent accord, soit par l'une des organisations patronales ou syndicales représentatives.

Dans ce cas, la commission se réunit dans les meilleurs délais.

Les décisions concernant l'interprétation du présent accord se font à la majorité des membres présents.

Article 9

Commission de conciliation

Les litiges individuels ou collectifs résultant de l'application du présent accord sont examinés par une commission nationale de conciliation composée de la même façon que la commission paritaire nationale et fonctionnant dans les mêmes conditions.

La commission est saisie au plus tôt et dans un délai maximum de 6 mois, par la partie la plus diligente, par lettre recommandée adressée au président de la commission. Si celui-ci juge la demande recevable, il avise sans délai

par lettre recommandée la partie adverse de la demande de conciliation de l'autre partie. La partie adverse fait connaître son acceptation ou son refus de la procédure de conciliation dans les 8 jours suivant cette notification. L'absence de réponse dans ce délai est considérée comme un refus de conciliation. Le président de la commission ne convoquera pas cette dernière si la partie adverse a signifié son refus de la procédure de conciliation.

Chaque partie est invitée à joindre à sa saisine un dossier explicitant les motifs du litige et accompagné des pièces justificatives, notamment copie du contrat de travail lorsqu'il s'agit d'un litige individuel.

Le président réunit la commission dès qu'il est en possession de tous les éléments indispensables au dossier.

Les membres de la commission peuvent convoquer les parties pour les entendre. Celles-ci peuvent se faire accompagner ou représenter par une personne de leur choix à l'exception d'une personne exerçant la profession d'avocat.

La non-comparution de la partie qui a introduit la requête de conciliation, vaut de sa part, renonciation à sa demande.

Si elle le juge utile, la commission peut déléguer, dans l'établissement, 2 de ses membres, un représentant du collège salarié et un représentant du collège employeur, afin de rechercher une conciliation.

Les propositions de la commission sont faites à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas de désaccord sur tout ou partie des propositions, un procès-verbal de non-conciliation, mentionnant les points sur lesquels le différend persiste, est aussitôt dressé. Il est signé par les membres présents de la commission ainsi que par les parties présentes ou leurs représentants.

Lorsqu'un accord intervient, un procès-verbal est dressé sur le champ. Il est signé par les membres présents de la commission ainsi que par les parties présentes ou leurs représentants.

Article 10

Siège des commissions

La correspondance doit être adressée au siège de ces deux commissions à : M. le président de la commission nationale (paritaire ou de conciliation) de l'enseignement agricole privé, 277, rue Saint-Jacques, 75240 Paris Cedex 05.

Fait à Paris, le 7 juin 2007.

(Suivent les signatures.)